



Edition Speciale - Les victimes du totalitarisme communiste en URSS

Rome (Agence Fides) - Treize ans après la chute du régime communiste soviétique, et l'ouverture des archives, mais pas de toutes les archives, la connaissance des dimensions réelles des répressions en URSS a fait des pas considérables en avant ; mais on s'est rendu compte aussi de l'impossibilité d'arriver à un compte exact du nombre des victimes, en raison de la destruction de nombreuses données qui seront pour toujours irrécupérables.

Le nombre des victimes devrait comprendre les morts de la guerre civile, c'est-à-dire les morts par exécution capitale (mais combien de centaines de milliers ont été passé par les armes sans aucun acte juridique, sans avoir été enregistrés?), les morts à cause de la faim (trois épidémies: 1921-1922 en Russie centrale qui n'a pas reçu d'aides; 1932-1933 en Ukraine et en Basse Volga, qui a fait 7.700.000 morts ; 1946-1947 (2 millions de morts), mais aussi ceux qui sont morts par déportation (durant le transport, les marches à pieds, de froid, et de faim dans les lieux de déportation), les morts dans les lagers, aux travaux forcés (d'épuisement, d'accidents, de faim, de froid, de maladies, de tentatives d'évasion), de morts pendant les interrogatoires (au moins 250.000).

Un premier calcul effectué, qui tient compte simplement des morts enregistrées dans les documents officiels, donne le chiffre provisoire de 20 millions (le livre noir du communisme); nous savons toutefois que toutes les morts ne rentrent pas dans ce compte: les rapports de la police politique, sur lesquels on se base, ne sont pas entièrement dignes de confiance, parce que l'existence des inspections et des censures qui en découlaient faisaient en sorte que les commandants des camps avaient tout intérêt à mentir par rapport au nombre des morts (nous savons que c'était une pratique commune de libérer des prisonniers sur le point de mourir, de manière à abaisser les chiffres de la mortalité). Rappelons-nous en outre que la police politique en général ne se servait pas des goulags pour exterminer ses ennemis; les exécutions de masse se faisaient le plus souvent dans les forêts ou dans des « camps spéciaux de mort immédiate » dont on ne trouve pas de trace dans les archives, et que l'on découvre de ci de là aujourd'hui seulement (jusqu'à présent, une centaine, dont beaucoup dans le voisinage immédiat des grandes villes, Moscou, Saint-Petersbourg, Kiev, Vilnius)

Il y eut aussi de très nombreux morts non enregistrés, et également ceux qui perdirent la vie durant les transports, ou durant les interrogatoires, ou quelques jours après leur libération. Enfin des archives entières ont été détruites et, dans certains cas, comme pendant la famine provoquée en Ukraine en 1932-1933, Moscou donna l'ordre de ne pas enregistrer le nombre des décès.

Pour présenter un cas particulier de répression systématique d'une catégorie de citoyens (celle des croyants), nous donnons quelques chiffres concernant l'Eglise majoritaire dans le pays, l'Eglise orthodoxe: en 1917, elle comptait 217.0000 membres du clergé ; 130.000 furent fusillés avant 1941, et, parmi les survivants, seuls restèrent en liberté 500 ; sur les 300 Evêques, 250 furent fusillés, et 4 seulement des survivants étaient en liberté en 1941. Il est impossible de calculer le nombre des simples croyants, anéantis par la machine répressive. En outre, en 1939, sur le territoire de l'URSS, il ne restait que 100 églises ouverts sur les 55.000 existant en 1917, et pas même un seul monastère n'était en fonction sur les 1.000 existant en 1917. (Fait par la Fondation Russia Cristiana-Seriata (Bg)

(Agence Fides, 6 avril 2004, 41 lignes, 581 mots)